

Vincent et Alexandre Leleux à la tête de L'Écho du Nord

1. Des chefs d'entreprise avisés

Par son tirage, par sa longévité, par son implication dans la vie régionale, L'Écho du Nord a marqué les esprits. Avant de devenir l'un des premiers quotidiens de province, le journal lillois fut, le porte-parole des idées libérales. Fondé par Vincent Leleux, il est ensuite dirigé par son fils Alexandre qui l'avait secondé pendant une quinzaine d'années. Célibataire, il lègue le journal à ses neveux et à ses nièces. Tout en en restant actionnaires, ces derniers le laisseront ensuite en d'autres mains.

Propriétaires d'un des titres les plus redoutés de la Restauration au Second Empire, les deux hommes restent pourtant peu connus. Une occasion de suivre leur parcours professionnel, puis d'examiner leur engagement politique et très brièvement de comprendre pourquoi l'histoire n'a guère retenu leur nom.

C'est le 15 août 1819 que sort le premier numéro de L'Écho du Nord, journal politique, administratif, commercial et littéraire. Dans la forme, cette petite feuille ne déroge pas aux canons de l'époque en matière de presse périodique où tout est codifié par la loi. Elle comprend quatre pages de format 21 x 33 cm. Elle est présentée sur deux colonnes. Après les heures du lever et du coucher du soleil, celles de l'ouverture et de fermeture des portes de la ville, les conditions d'abonnement et les éphémérides, disposées sous le

Au bon endroit au bon moment La création de Pays du Nord

par Gilles Guillon

En mars 2011, Pays du Nord a publié son 100^e numéro. Lancé en 1994, le magazine du « tourisme, du patrimoine et l'art de vivre » voulait être une sorte de Géo nordiste. Son créateur, Gilles Guillon, revient sur les débuts de cette aventure de presse atypique.

Avoir l'opportunité de créer son propre journal n'est pas courant, surtout quand ce journal est un luxueux magazine sur papier glacé. C'est ce qui m'est arrivé avec la création de *Pays du Nord* en 1994. À l'époque j'habitais à Lille, mais je travaillais à Clermont-Ferrand pour les éditions Freeway en tant que rédacteur en chef adjoint de *Rallyes Magazine*, un mensuel spécialisé dans le sport auto. Freeway¹ était une PME auvergnate de presse magazine qui publiait des revues de moto (*Freeway*) et de rock (*Rocksound*). Quelques mois auparavant, son patron, Christophe Bonicel, un entrepreneur autodidacte qui dirigeait une entreprise de photogravure, avait eu l'idée de lancer un bimestriel consacré à sa région, l'Auvergne. En s'inspirant de l'expérience de *Pyrénées Magazine* et d'*Alpes Magazine*, deux titres publiés par le groupe Milan Presse à Toulouse, il avait créé *Massif Central Magazine* fin 1993. La revue avait connu un succès inattendu et immédiat puisque le tirage du premier numéro (45 000 exemplaires) avait été épuisé en l'espace de quelques semaines. Cette réussite lui avait donné envie de tenter



suite page 6 Gilles Guillon à son bureau en 1997 vu par le dessinateur François Boucq

L'Indépendance, journal clandestin du Pas-de-Calais

Dans un article sur la presse clandestine s'étalant sur quatre numéros de L'Abeille, j'essayai de faire le tour des titres publiés clandestinement par la Résistance dans nos deux départements. J'en avais alors recensé soixante-trois. En voici un soixante-quatrième¹.

Septembre 1941. L'armistice avec l'Allemagne a été signé le 22 juin de l'année précédente. Le Nord et le Pas-de-Calais occupés sont coupés du reste de la France par une véritable frontière depuis le 7 juillet 1940, et rattachés au commandement allemand de Bruxelles (*Militärbefehlshaber in Belgium und Nord-Frankreich*). L'*Oberfeldkommandantur* de Lille (O.F.K. 670) est dirigée d'une main de fer par le général Karl Niehoff, qui fait régner sur la région un « régime voisin de la terreur », comme le note dans son rapport le préfet Ingrand², chargé de mission de Vichy en décembre 1940. Il fait très froid pendant l'hiver 1940-1941, la nourriture et le charbon manquent cruellement. Cent mille soldats originaires de la région rongent leur frein dans l'un des soixante-dix « Stalags » ou « Oflags » d'Allemagne. Certains journaux régionaux ont repris leur parution sous le contrôle de l'occupant. On écoute Radio Paris ou Radio Londres selon ses préférences politiques. Pourtant de drôles de petits journaux clandestins circulent, qui parlent d'espoir et condamnent la résignation, *Les Petites Ailes* de Jacques-Yves Mulliez dès la mi-septembre 1940, puis, sans compromis avec Vichy, *L'Homme libre* de Jean Lebas, maire de Roubaix, et *La Voix du Nord* en avril 1941, suivi de *La Voix de la nation* de Nelly Devienne et du D^r Guislain en mai 1941, et de beaucoup d'autres. Le 28 septembre 1941, certains Hésinois ont la surprise de découvrir dans leur boîte à lettres un nouveau périodique. Le nouveau « journal » ne paie pas de mine : une simple feuille imprimée recto verso, « vendue » 50 centimes ; mais il tient un tout autre discours que *L'Écho du Nord*, *Le Réveil*, *L'Audomarois* ou *Le Journal de Saint-*

Omer. Le nouveau périodique porte en titre : *L'Indépendance* et en sous titre : *Organe du Pas-de-Calais d'union et de combat pour l'Indépendance de la France*, et affiche en manchette : « La grandeur ne saurait naître de l'esclavage ! Qui veut se redresser ne doit point s'avilir ». Les articles s'organisent sur trois colonnes. La première est titrée « Pétain soutient... », et l'on entre tout de suite dans le vif du sujet : « Incapable de calmer la colère des Français qui veulent libérer leur patrie de l'odieuse répression allemande, les bourreaux hitlériens organisent la terreur dans nos villes et nos villages : affiches menaçantes, arrestations massives, condamnations à mort de patriotes, en un mot application des méthodes barbares de la *Gestapo*. Pour la honte de notre pays, le gouvernement de Vichy a demandé à la police française d'aider la *Gestapo* dans son œuvre de sauvage répression contre les Français qui veulent chasser l'envahisseur de notre sol national ». Hitler ne peut pas vaincre, explique-t-on dans la deuxième colonne, puisqu'il a contre lui les trois plus grandes puissances du monde, la Grande-Bretagne, les États-Unis et, après le déclenchement de l'opération *Barbarossa*, l'U.R.S.S. Dans le même temps son allié, le Japon est empêché de venir à son secours par « le vaillant peuple chinois [qui] combat héroïquement sa lutte nationale ». Assez curieusement ce n'est qu'en troisième colonne qu'on trouve un article intitulé « Le but de notre journal ». On y retrouve la même condamnation des « hordes fascistes [qui] pillent, volent,



Le deuxième numéro de *L'Indépendance* sorti en octobre 1941.

violent, assassinent et sèment la terreur à travers le département ». On salue ensuite « la formation du comité départemental puis des comités locaux de Front national de lutte pour l'indépendance de la France ». Comités qui pourront compter sur l'aide et l'appui de tous les Français, à l'exception des traîtres « Kollaborateurs » qui devront « rendre des comptes ». Un article met en relief « la lutte des populations du Pas-de-Calais contre l'occupant », tout particulièrement la grève des mineurs de juin 1941. On y incite les paysans à « rouler » les commissions de ravitaillement, pour vendre directement aux Français : « C'est autant de moins pour Hitler ». On donne l'exemple de nombreuses locomotives en réparation : « C'est autant de moins pour Hitler ». On souligne l'attitude courageuse de patrons ayant permis à des ouvriers recherchés par la *Gestapo* de s'enfuir, de maires ou d'employés de mairie ayant refusé de dénoncer les commu-

L'Indépendance, journal clandestin du Pas-de-Calais

nistes de leurs communes, puisqu'ils «ne connaissent que des Français». Enfin on signale des actes de sabotage des voies ferrées. Un peu plus loin le journal recommande d'ailleurs le sabotage comme moyen de lutte : «Plus il y aura de sabotages, plus la production diminuera et plus Hitler rencontrera de difficultés pour piller notre département, plus vite la France retrouvera sa liberté et son indépendance».

Le deuxième numéro sort en octobre. En ouverture, un article titré «L'ampleur de notre lutte pour la libération gêne l'occupant» (mais on ne donne aucun exemple de luttes cette fois-ci). On stigmatise la «brutalité des oppresseurs» : une «brave ménagère» emprisonnée parce qu'elle a dénoncé un soldat allemand vu alors qu'il mettait le feu à une meule de blé (les Allemands mettant le feu aux meules de blé pour affamer la population française et détourner son attention est un argument qui figure dans le premier article), ou un paraplégique expulsé de Berck parce que les envahisseurs n'en supportaient pas la vue. Ces anecdotes occupent à elles deux un quart de page (rappelons que le journal en compte deux). Notons encore un «Appel au corps médical du Pas-de-Calais» à rejoindre le Front national, appel signé «Dr Zomine».

L'Indépendance attire aussi l'attention de la population sur le sort que l'Allemagne réserve à la région. Dans les accords secrets signés par Darlan se trouvent, affirme le journal, deux clauses exorbitantes : la cession «en toute propriété» des ports d'Oran, Alger, Bizerte et Sète aux Allemands, et surtout, intéressant de plus près les Hesdinois, le rattachement politique et économique du Nord Pas-de-Calais à la Belgique, et l'annexion de l'ensemble sous une forme ou une autre par le Reich. Par ailleurs, les deux départements deviendraient des zones exclusivement rurales, perdant leurs industries au profit du vainqueur.

■ Rejoindre le Front national ?

L'Indépendance est un journal visiblement créé pour populariser l'idée du Front national, lancé le 27 mai 1941 par le Parti communiste, suivant en cela une directive de l'Internationale communiste du 26 avril précédent.

L'Indépendance est d'origine communiste, comme l'indique l'insistance à souligner les efforts et les souffrances de l'armée soviétique, les arrestations de militants du parti et de certains dirigeants (tout particulièrement Marcel Cachin) ou l'exécution de Jean Catalas et de nombreux autres militants. Mais on y associe à chaque fois les «gaullistes», et les catholiques, à l'exception du «cardinal Baudrillart, «Kollaborateur» bien connu [... que] nous ne confondons pas avec la masse des catholiques». Pour séduire ces catholiques, un article est consacré aux prêtres victimes du régime hitlérien, en Allemagne, en Alsace, en Moselle, à Paris ; et cet article se termine par cette envolée : «Dans notre département, nombreux sont les curés qui prêchent la résistance à l'opresseur et nous les retrouvons avec un grand nombre de catholiques dans les comités de Front national de lutte pour l'indépendance de la France qui, de gaullistes à communistes, groupent l'ensemble des patriotes français». Sont aussi conviés à rejoindre le Front les travailleurs ex-socialistes. Cet «ex» fait écho à ce qu'écrivait *L'Enchaîné* du 11 juillet 1940 à propos des «ouvriers socialistes, écœurés de la trahison de leurs chefs corrompus et vendus au capital [qui] ne craignent pas de clamer bien haut leur indignation contre ceux qui les ont dupés». Mais ce Front national que préconise le Parti communiste est loin d'être réalisé. C'est que le Parti, s'il a tiré la leçon de l'échec de sa stratégie du début de la guerre – selon lui le gouvernement français, socialistes compris, a voulu et mené une guerre impérialiste qu'il a perdue – est toujours, fin 1941, isolé. Il en est encore au «Front national, tel qu'il [l'a] d'abord programmé (à la base, sous son contrôle exclusif), visant à plumer définitivement la volaille socialiste, tout en récupérant les gaullistes, mais sans De Gaulle» comme l'écrit Jean-Pierre Azéma³.

■ Mais qui fabriquait L'Indépendance ?

L'instigateur de *L'Indépendance* est Marcel Fréville, né en 1899 à Aubin-Saint-Vaast près d'Hesdin. D'abord cultivateur et planteur de tabac, autodidacte, il devint caissier de la



Marcel Fréville est à l'origine du journal clandestin.

Béthunoise, l'entreprise qui fournissait alors l'électricité à une partie de la région. Communiste, d'abord propagandiste clandestin, il milita ouvertement à partir de 1934, participa aux élections législatives de 1936, et organisa la section communiste d'Hesdin. Il fut le candidat du P.C.F. aux élections cantonales de 1937. Dès 1940, il reprit sa place dans le Parti communiste illégal reconstitué «dont il transmet les mots d'ordre⁴». Il imprimait et diffusait des tracts et *L'Humanité* clandestine, hébergea des agents de liaison chargés des opérations de sabotage. Marcel Fréville était aussi syndicaliste ; il avait organisé avant la guerre le syndicat des ouvriers du bois et du bâtiment, celui des ouvriers agricoles et celui des électriciens⁵. Il faisait alors imprimer chez les Patoux, imprimeurs à Hesdin, un bulletin syndical. Aussi est-ce naturellement qu'il proposa à Mme Patoux d'imprimer le journal qu'il voulait créer, en octobre 1941. Mme Andrée Patou accepta, quoique elle ne fut pas communiste, et que son mari soit prisonnier de guerre quelque part en Allemagne. Sa fille, Mme Wacquet, raconte : «Maman imprimait *L'Indépendance* au rez-de-chaussée, M. Fréville tirait lui des tracts à la ronéo au sous-sol». Les tracts et les journaux étaient convoyés dans des valises à double fond vers le bassin minier. C'est parce qu'un de ces porteurs de valises fut arrêté en gare de Béthune que le groupe tomba. L'enquête fut menée par l'inspecteur Bachelet, ancien gendarme à Hesdin,

L'Indépendance, journal clandestin du Pas-de-Calais

qui connaissait bien son monde. Il remonta assez vite à Fréville. Une machine à écrire, trouvée chez lui, mena Bachelet à Andrée Patoux. L'explication donnée par Fréville, selon laquelle cette machine avait été prêtée pour permettre à sa fille d'apprendre la dactylographie ne convainquit pas Bachelet. Il se présenta donc le soir du 12 mars 1942 pour arrêter Mme Patoux. Celle-ci argua qu'elle ne pouvait laisser seuls ses deux enfants (l'aînée avait dix ans), et qu'il lui fallait faire venir leur grand-mère, elle obtint de ne se livrer que le lendemain matin. Elle en profita pour faire fondre les caractères qui avaient servi à l'impression de *L'Indépendance*, mais fut exacte au rendez-vous des gendarmes...

Avec eux furent arrêtées quinze autres personnes dont onze de la région d'Hesdin. Parmi elles, Élie Fauquet né le 25 juillet 1891 à Aubin-Saint-Vaast, ancien combattant de la Première Guerre mondiale (Croix de guerre). Il exerçait la profession de charcutier, ce qui était bien utile pour collecter de quoi nourrir les clandestins du bassin minier (c'était devenu la mission principale assignée à Marcel Fréville), et Victor Mariette, né le 12 mars 1904 à Mouriez, cantonnier à Contes, chargé des transports de victuailles. Tous deux étaient membres du Parti communiste. Furent également arrêtés Fidéline Fauquet, Georges Antoine, 31 ans, d'Auchel, Hélène Caron, ouvrière agricole, et la famille Dubois, père, mère et fils, de Béthune. Nous ne connaissons pas le nom des autres membres du groupe.

La police allemande s'empara de l'affaire en mai. MM. Mariette, Fréville, Fauquet et Dubois, Mmes Patoux, Caron et Fauquet furent condamnés à mort le 30 juin suivant par un tribunal militaire allemand siégeant à Arras. Faute d'avoir pu consulter les minutes du procès, je ne sais ce qu'il advint des autres membres du groupe, et je ne sais pas de quel poids pesèrent la confection et la distribution des deux numéros de *L'Indépendance* dans leur condamnation. Les quatre hommes furent fusillés le 13 juillet 1941, quatre parmi les 218 martyrs qui perdirent la vie dans les fossés de la citadelle d'Arras.

Il est à noter que dans les notices nécrologiques, non référencées, de

MM. Fréville, Mariette et Fauquet, il n'est fait nulle mention de *L'Indépendance*. Seules sont signalées, outre pour M. et Mme Fauquet, l'accueil de résistants, des « tâches parfaitement exécutées », des « missions périlleuses » non précisées, leurs efforts pour trouver de quoi nourrir les clandestins. Seul Marcel Mariette est crédité d'un travail de propagande.

Pour les femmes, la peine de mort fut commuée en travaux forcés, et elles furent déportées. Madame Andrée Patoux, arrêtée dans sa 34^e année, fut incarcérée à la prison de Béthune, puis, après son jugement, transférée à la prison de Loos. De là, on l'emmena à Saint-Gilles en Belgique, puis à Anrath ; d'Anrath elle gagna Francfort, puis Breslau et enfin Aïchach. Libérée par l'armée soviétique, et aussitôt réinternée, le temps que l'on fasse le tri entre les prisonnières politiques et les prisonnières de droit commun, elle put regagner la France, après quelques péripéties supplémentaires. Hélène Caron-Hoguet fut conduite à Ludwigsbürg. Elle eut la chance d'en revenir vivante elle aussi. Madame Fidéline Fauquet-Parmentier avait 31 ans lors de son arrestation. Elle termina son périple à Ravensbrück, et décéda à Lubeck. C'est la seule dont le nom soit mentionné dans les notices que j'ai pu lire, pour l'aide qu'elle apporta à son mari. Je ne connais pas le sort de Mme Dubois ni de son fils.

Ces femmes héroïques font partie des 15 à 20 % des femmes qui ont participé à la Résistance, fournissant 15% des déportés. Elles n'ont pas eu droit à une



Mme Andrée Patoux qui imprima *L'Indépendance*.

notice. Il est vrai que le Parti communiste se voulait alors le parti des 75 000 fusillés. Leur statut d'inférieures était si bien ancré dans l'esprit de l'époque que le Conseil National de la Résistance ne pensa même pas à leur accorder, dans son programme, le droit de vote et l'éligibilité. C'est un Tourquennois, Fernand Grenier, un communiste encore, qui déposa un amendement en ce sens à l'Assemblée consultative d'Alger, et le gouvernement du général de Gaulle qui inscrivit ces droits dans la loi.

Bernard Grelle

1. Cet article est rédigé à partir d'un petit dossier trouvé dans le fonds André Diligent (Médiathèque de Roubaix) comportant une lettre de M. Gérard Patoux, une photocopie (de très mauvaise qualité) de deux numéros de *L'Indépendance*, d'une note très brève sur les participants à cette aventure, et de deux notices nécrologiques extraites d'un journal non cité et non daté (sans doute *Liberté*): « Le parti des fusillés: sa compagne détenue à perpétuité en Allemagne, Élie Fauquet, d'Hesdin meurt, le 13 juillet 1942, pour que vive la France »; « Père de six enfants et ardent patriote, Victor Mariette, de Contes, meurt le 13 juillet 1942 pour que vive la France ». Les copies de la dernière lettre de Marcel Fréville, et d'un article le concernant, annoncés comme faisant partie de ce dossier, n'ont pas été retrouvées. Mais Mme Wacquet, fille de Mme Andrée Patoux, a pu me fournir le texte de cette lettre et de l'article (« Se donnant entièrement à son parti et à son pays Marcel Fréville meurt le 13 juillet 1942 pour que vive la France »), en même temps qu'elle me confiait quelques-uns des souvenirs de la fillette de dix ans qu'elle était en 1942.

2. Cité par André Caudron, *1939-1945 dans le nord de la France et en Belgique*, n° 2, p.13.

3. Azéma, Jean-Pierre, « Le Parti communiste français à l'épreuve des années noires », *Vingtième Siècle*, 1984, vol. 2, n° 2, p. 77-82.

4. Selon sa notice nécrologique.

5. Les derniers mots de Marcel Fréville, dans la lettre qu'il écrivit deux heures avant d'être fusillé, sont « Je meurs, victime de mon passé politique et surtout syndical. Adieu. »